

Collection
Recherche

R-2005-03
Portrait de la situation en matière
de recherche scientifique pour
l'économie sociale du Canada

Jérôme Leblanc

sous la direction de
Marie J. Bouchard

Cette recherche a été entreprise
grâce, en partie, au soutien financier
du Programme des chaires de
recherche du Canada

Cahier de la Chaire de recherche
du Canada en économie sociale

Avril 2005

Cahier de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (CÉS)
Collection Recherche – no R-2005-03
« **Portrait de la situation en matière de recherche scientifique pour l'économie sociale du Canada** »
Jérôme Leblanc
(sous la direction de Marie J. Bouchard)

ISBN : **2-89276-351-7**

Dépôt légal : Avril 2005

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

PRÉSENTATION

La Chaire de recherche du Canada en économie sociale étudie l'innovation sociale produite dans l'économie sociale, afin de mieux comprendre son rôle dans les transformations sociales. L'économie sociale désigne une forme particulière d'entreprises : coopératives, associations ou organismes à but non lucratif, mutuelles. Elles fonctionnent selon un certain nombre de valeurs, de principes et de règles qui particularisent les processus de décision, les finalités, la répartition des surplus, le sociétariat, le financement, etc. Établissant des passerelles entre le développement économique et le développement social, l'économie sociale cherche à servir la collectivité plutôt qu'à engendrer des profits pour les actionnaires.

Du fait de leur nature, de leur origine et de leur mission, les entreprises d'économie sociale offrent des conditions propices à l'innovation sociale. Face aux transformations du marché et de l'État, les demandes sociales affluent et suscitent le besoin d'inventer de nouvelles façons de faire. Le mode participatif de l'économie sociale est riche d'innovations sociales, rapprochant le consommateur du producteur, le bénéficiaire du prestataire, les besoins des individus de ceux des collectivités. Ce faisant, l'économie sociale peut contribuer à la transformation du secteur public (réseaux de politiques publiques, développement durable) et du secteur privé (gestion participative, responsabilité sociale corporative, bilan social). En ce sens, l'économie sociale est un véritable laboratoire d'expérimentation d'une société en mutation.

Les travaux de la Chaire se concentrent sur deux principaux terrains d'étude, soit celui des services de proximité (logement communautaire, aide domestique, cuisines collectives, centres de la petite enfance, etc.) et celui des services collectifs, notamment les services de soutien au développement (institutions financières, fonds de développement, corporations de développement économique communautaire, groupes de ressources techniques, etc.). Les recherches s'articulent autour de trois principaux chantiers. Le premier est celui de la **gouvernance**, afin de comprendre comment les instances plurielles et les partenariats favorisent la prise en compte d'objectifs relevant à la fois du marché et de l'intérêt général. Le deuxième chantier est celui des **modes de développement et de financement**, dans un univers où le capital n'est pas rémunéré par les profits. Le troisième chantier est celui des **méthodes d'évaluation** spécifiques à une double mission économique et sociale.

À terme, le but est de comprendre ce qui fait cohérence dans la contribution de l'économie sociale au renouvellement et à la démocratisation du modèle de développement. L'économie peut ainsi être mise au service de la société.

À fin de rendre compte des travaux de la Chaire, nous proposons deux collections :

1. Recherche
2. Conférences

Marie J. Bouchard
Titulaire

NOTES SUR LES AUTEURS

Jérôme LEBLANC est étudiant à la maîtrise en sciences politiques et assistant de recherche à la Chaire de recherche du Canada en économie sociale.

Marie J. BOUCHARD, est professeure à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale, membre du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) et coresponsable du Chantier Logement communautaire de l'ARUC en économie sociale.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES SIGLES.....	ix
RÉSUMÉ.....	xi
INTRODUCTION.....	1
1. ORGANISMES UNIVERSITAIRES	3
1.1. HEC Montréal	3
1.1.1. Centre d'études Desjardins en gestion des coopératives de services financiers.....	3
1.2. Université de la Saskatchewan	4
1.2.1. Centre for the Study of Co-operatives.....	4
1.2.2. Community University Institute for Social Research (CUISR).....	5
1.3. Université de Sherbrooke	6
1.3.1. Réseau des universités des Amériques en études sur les coopératives et les associations (UniRcoops).....	6
1.3.2. Chaire Desjardins de coopération et développement du milieu.....	7
1.3.3. Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke (IRECUS)	8
1.4. Université de Victoria.....	10
1.4.1. British Columbia Institute for Co-operative Studies.....	10
1.5. Université du Québec à Chicoutimi	11
1.5.1. Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR).....	11
1.6. Université du Québec à Montréal.....	12
1.6.1. Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS).....	12
1.6.2. Chaire de coopération Guy-Bernier.....	14
1.6.3. Chaire de recherche du Canada en économie sociale	15
1.6.4. Chaire de responsabilité sociale et de développement durable.....	16
1.6.5. CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales).....	18
1.6.6. Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales & Équipe de recherche Économie sociale, santé et bien-être (LAREPPS-ESSBE)	19

1.7.	Université du Québec en Outaouais.....	21
1.7.1.	Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS).....	21
1.7.2.	Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC).....	22
1.7.3.	Observatoire en économie sociale de l'Outaouais	23
1.8.	Université St-François-Xavier	24
1.8.1.	Coady International Institute	24
1.9.	Université du Québec à Rimouski	25
1.9.1.	Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT).....	25
2.	ASSOCIATIONS SCIENTIFIQUES, REGROUPEMENTS ET ORGANISMES DE PARTENARIAT	27
2.1.	Associations scientifiques.....	27
2.1.1.	Canadian Association for Studies in Co-operation (CASC)	27
2.1.2.	CIRIEC-Canada (Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives).....	28
2.1.3.	Manitoba research Alliance on Community Economic Development in the New Economy	29
2.1.4.	Chantier de l'économie sociale.....	30
2.2.	Associations partenariales.....	32
2.2.1.	Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC).....	32
2.3.	Regroupements	33
2.3.1.	Conseil Canadien de la Coopération (CCC).....	33
2.3.2.	Conseil de la coopération du Québec (CCQ).....	34
2.3.3.	Canadian Co-operative Association	35
3.	ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX.....	37
3.1.	Secrétariat aux coopératives du Canada	37
3.2.	Direction des coopératives - Ministère du développement économique et régional et de la recherche du Québec.....	38

LISTE DES SIGLES

ACDI	Agence canadienne de développement international
CASC	Canadian Association for Studies in Co-operation
CCC	Conseil Canadien de la Coopératio
CCQ	Conseil de la coopération du Québec
CIRIEC International	Centre international de recherche et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative
CIRIEC-Canada	Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives
CED	<i>Community Economic Development</i>
CÉRIS	Centre d'étude et de recherche en intervention sociale
CRDC	Chaire de recherche en développement des collectivités
CRDO	Conseil régional de développement de l'Outaouais
CRDT	Centre de recherche sur le développement territorial
CRÉO	Conférence régionale des élus de l'Outaouais
CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
CRSH-INÉ	Conseil de recherche en sciences humaines - Initiative de la nouvelle économie
CSMO-ÉSAC	Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale et action communautaire
DRHC	Développement des ressources humaines Canada
ÉNAP	École nationale d'administration publique
ÉSSBE	Économie sociale, santé et bien-être
FCADR	Fonds canadien d'adaptation et de développement rural
FIR	Fonds institutionnel pour la recherche
FQCT	Fédération québécoise des coopératives de travail
FQRSC	Fonds québécois de recherche sur la société et la culture
ICCRA	Initiative canadienne des collectivités rurales agricoles
IRECUS	Institut de recherché et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke
LAREPPS	Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales
MDERR	Ministère du développement économique et régional et de la recherche
RISQ	Réseau d'information scientifique du Québec
VRER	Vice rectorat de l'enseignement et de la recherche de l'Université du Québec en Outaouais

RÉSUMÉ

Ce rapport présente les premiers résultats d'une veille sur la recherche scientifique en économie sociale au Canada. Nous y avons répertorié divers organismes de recherche qui traitent de l'économie sociale et coopérative. Les critères de sélection étant la scientificité de la production et son importance en volume, nous avons pu répertorier près de vingt-cinq organismes. Toutefois, cette recherche n'est pas exhaustive puisque nous n'avons pas procédé à une enquête systématique de tous les organismes de recherche sur le sujet au Canada. Trois types d'organismes de recherche y ont été répertoriés soit, les centres universitaires ; les associations scientifiques, partenariales et sectorielles ; les organismes gouvernementaux. Chaque organisme est classé sous forme de fiche qui comprend ses coordonnées, une courte présentation, les thématiques qui y sont traitées, les types de publications et les sources de financement.

ABSTRACT

This report presents a first outlook of the scientific research on the social economy in Canada. We list diverse research organizations that work on the social and co-operative economy. Selection criteria being the scientific aspect of the production and the importance of it in terms of volume, we have been able to identify almost twenty-five organizations. Nevertheless, this research is not exhaustive, since we have not gone through with a systematic enquiry of all the research organizations working on the social economy in Canada. Three types of research organizations have been listed: university centres; scientific, partnership and sector associations; government organizations. Each organization is classified as a record that includes the mail and electronic addresses, a short presentation, the themes that are developed, the types of publications and the financing sources.

*Jérôme Leblanc
(sous la direction de Marie J. Bouchard)*

INTRODUCTION

Ce document constitue une première veille sur la recherche scientifique sur le sujet de l'économie sociale et coopérative au Canada. La recherche que nous vous présentons ici a été effectuée en plusieurs étapes. Tout d'abord, nous avons procédé à notre collecte de données à partir de recherches Internet, et ensuite à partir des pages de liens présentes sur chacun des sites répertoriés. Les sites Internet ont été consultés en novembre et décembre 2004. Nous avons par la suite effectué un suivi par téléphone et courrier électronique pour tous les organismes dont le site Internet ne contenait pas toutes les informations requises.

Nous tenons à préciser que cette recherche ne se veut pas exhaustive mais correspond plutôt à un tour d'horizon des plus importants centres de production scientifique sur le sujet. Nous avons répertorié principalement des organismes universitaires de recherche et, dans une moindre mesure, des organismes gouvernementaux et des associations scientifiques, partenariales et sectorielles qui comportent un volet de recherche scientifique spécifiquement sur l'économie sociale. Ce qui implique que nous n'avons pas tenu compte, d'une part, des organismes gouvernementaux dont le champ principal d'intérêt n'est pas l'économie sociale et, d'autre part, des organismes privés.

Afin d'éviter certaines confusions, nous tenons à préciser que certains centres de recherche répertoriés dans une université sont également présents dans d'autres universités. Les meilleurs exemples sont sans doute le CRISES, dont les chercheurs font partie de sept universités, et l'ARUC-ÉS dont les chercheurs font partie de quatre universités et de plusieurs organismes. Nous avons choisi de les répertorier à l'UQAM car c'est à cette université qu'on retrouve la partie la plus importante de leurs effectifs.

Nous avons divisé en trois catégories les différents organismes où s'effectue la recherche. Si les **organismes universitaires** sont assurément les lieux où la recherche est la plus importante en termes quantitatifs, il reste que certains de ces centres répertoriés ne suivent pas des axes de recherche uniquement relatifs aux thèmes qui sont centraux à notre étude. Par ailleurs, si la recherche ne constitue généralement pas l'activité principale des **associations** répertoriées, certaines d'entre elles ont néanmoins été assez prolifiques à ce niveau. Les **organismes gouvernementaux** publient quant à eux plusieurs types de recherche et se distinguent notamment par l'importance qu'ils attribuent à la recherche statistique.

Certaines autres constantes importantes ont été remarquées pendant la recherche. Tout d'abord, la production dite « associative », plus pratique, composée surtout de guides ou d'études de cas, se démarque de la production universitaire, plus scientifique qui, elle, se compose aussi d'études de cas, mais surtout d'essais théoriques et critiques, d'études plus globales, souvent sous la forme de cahiers de recherche et, dans une moindre mesure, de livres.

On pourrait nous reprocher d'avoir sélectionné certains organismes dont les publications n'ont pas une portée spécifiquement scientifique. Notre décision tire plutôt sa pertinence du fait que ces publications, souvent plus pratiques, sont des éléments qui participent de manière générale à l'avancement de la connaissance sur l'économie sociale et les coopératives. Ils répondent alors peut-être d'une méthodologie différente ou d'intérêts pratiques très précis. Cependant, ces publications apportent à la connaissance scientifique des expériences parfois essentielles aux centres de recherche universitaires. Il est à noter d'ailleurs la présence grandissante de partenariats entre ceux-ci et les intervenants, les associations et les communautés sur le terrain.

Un autre caractéristique particulière de la recherche en ce domaine au Canada est que le terme « économie sociale », ou « *social economy* », n'est pas répandu dans les milieux de recherche anglophone. Sa contrepartie anglophone est plutôt le *Community Economic Development* (CED). Toutefois, ces deux champs de recherche sont différents et ne répondent pas exactement aux mêmes enjeux de recherche. Mais il reste qu'ils se recoupent à plusieurs niveaux. D'ailleurs, dans le cas particulier des coopératives, cette différence entre les milieux de recherche francophones et anglophones est beaucoup moindre.

1. ORGANISMES UNIVERSITAIRES

1.1. HEC Montréal

1.1.1. *Centre d'études Desjardins en gestion des coopératives de services financiers*

HEC Montréal
3000, Chemin de la Côte Sainte-Catherine
Montréal (Québec)
H3T 2A7

Téléphone : (514) 340-6982
Télécopieur : (514) 340-6995
Courrier électronique : centredesjardins@hec.ca
Site Internet : <http://www.hec.ca/centre-etudes-desjardins>

En 2001, le Centre de gestion des coopératives de HEC Montréal est devenu le Centre d'études Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, appellation qui correspond à sa nouvelle orientation. Sa mission est de contribuer au développement des coopératives de services financiers grâce à la recherche, la formation, l'information documentaire et l'intervention auprès du secteur, des associations, des organismes de réglementation et des milieux financiers locaux, nationaux et internationaux.

Le Centre réunit des experts et des chercheurs de calibre international soucieux de transférer leurs connaissances aux organisations coopératives. Il compte une dizaine de membres et collaborateurs, dont sept professeurs, une professionnelle de recherche, deux assistants de recherche et une bibliothécaire.

Thématiques retenues

Dans une perspective internationale, les travaux du Centre d'études Desjardins en gestion des coopératives de services financiers tiennent compte du contexte de concurrence accrue et de mondialisation des marchés. Quatre axes de recherche sont privilégiés :

- Redéfinition et modernisation de la nature coopérative
- Révision des pratiques de capitalisation
- Les critères de performance
- Les enjeux de la formation sur les coopératives financières

Le Centre d'études Desjardins supporte autant les recherches quantitatives que qualitatives. Il privilégie l'approche comparative et explore les domaines de la finance, de l'analyse des risques d'affaires, de la formation, du marketing et de l'identité coopérative. Les recherches en cours incluent la notation des titres obligataires des institutions financières, les rapports de responsabilité sociale des banques coopératives et commerciales, les instruments de capitalisation des grandes coopératives financières, les instruments de transfert de risque de crédit, la mesure d'impact des risques d'impartition, un profil des coopératives de services financiers en Amérique latine et le soutien au développement des coopératives de services financiers en matière de formation des dirigeants et des cadres et de préparation de la relève. Le Profil de l'Amérique latine sera publié sous forme de livre.

Publications

- Livres
- Articles
- Cahiers de recherche

Sources de financement

- Mouvement Desjardins
- Gouvernement du Québec

1.2. Université de la Saskatchewan

1.2.1. Centre for the Study of Co-operatives

101 Diefenbaker Place
University of Saskatchewan
Saskatoon, SK
S7N 5B8

Téléphone : (306) 966-8509
Télécopieur : (306) 966-8517
Courrier électronique : coop.studies@usask.ca
Site Internet : <http://coop-studies.usask.ca/>

Fondé en 1984, le Centre est un institut multidisciplinaire d'enseignement et de recherche de l'Université de Saskatchewan. Un des objectifs du centre est de développer et d'offrir des cours universitaires qui visent la compréhension de la théorie, des principes, du développement, des structures et de la législation des coopératives. Un autre de ses objectifs est d'entreprendre des projets de recherche originaux sur les coopératives et de les mettre à la disposition du public dans un centre de ressources sur les coopératives. Le centre emploie une dizaine de personnes incluant professeurs, assistants et techniciens de support.

Thématiques retenues

Toutes les thématiques explorées concernent les coopératives :

- Coopératives agricoles
- Principes d'adhésion aux coopératives
- Coopératives en Saskatchewan
- Les coopératives de la nouvelle génération
- Relations de travail dans les coopératives
- Coopératives d'enseignement
- Coopératives financières

Publications

Le centre a publié près d'une centaine de recherches sur les coopératives. Parmi celles-ci on retrouve des livres et des articles de toutes sortes.

Sources de financement

- L'Université de Saskatchewan
- Grandes coopératives nationales (Credit Union Central of Saskatchewan, Saskatchewan Wheat Pool, Federated Co-operatives Ltd., Co-operative Trust, The Co-operators, and the CUMIS Group)
- Gouvernement de la Saskatchewan

1.2.2. *Community University Institute for Social Research (CUISR)*

Community University Institute for Social Research
University of Saskatchewan
R.J.D. Williams Building
432 - 221 Cumberland Avenue
Saskatoon, SK
S7N 1M3

Téléphone : (306) 966-2121

Télécopieur : (306) 966-2122

Courrier électronique : cuisr.oncampus@usask.ca

Site Internet : <http://www.usask.ca/cuisr/>

Le CUISR est un centre de recherche partenarial composé d'une douzaine de chercheurs qui proviennent à la fois de communautés de la Saskatchewan et de l'Université de la Saskatchewan. La recherche qui y est effectuée est une recherche basée sur la communauté. Le but du CUISR est de bâtir les capacités des chercheurs, des organisations communautaires, et de façon plus générale, d'augmenter la qualité de vie dans la communauté. La recherche doit mener, entre autres, à éclairer les politiques des gouvernements sur les enjeux sociaux que connaissent les communautés.

Thèmes

Le CUISR a effectué sa recherche selon trois axes généraux soit :

- Politiques sur la santé et les facteurs influençant la santé de la communauté
- Développement économique communautaire
- Indicateurs de la qualité de vie

Ces trois axes sont essentiels selon le CUISR pour comprendre le développement des communautés, c'est d'ailleurs pourquoi plusieurs de leurs recherches recoupent ces trois axes.

Publications

Le CUISR a publié près d'une quarantaine de recherches s'inscrivant dans un des trois axes énumérés plus haut (même si parmi celles-ci, certaines recoupent les trois axes).

Financement

CRSH

1.3. Université de Sherbrooke

1.3.1. Réseau des universités des Amériques en études sur les coopératives et les associations (UniRcoops)

IRECUS

Université de Sherbrooke
Faculté d'administration
Sherbrooke (Québec)
J1K 2R1

Téléphone : (819) 821-7220

Télécopieur : (819) 821-7213

Courrier électronique : unircoop@adm.usherbrooke.ca

Site Internet : <http://www.unircoop.org>

Le Réseau uniRcoop est un important regroupement de plus de 150 professeurs et chercheurs membres, dont une cinquantaine sont impliqués activement dans les projets. Le Réseau est spécialisé sur le phénomène coopératif et associatif des Amériques avec 22 universités membres provenant de 15 pays des Amériques. L'objectif général du Réseau est d'établir un lien interactif, dynamique et durable entre les universités et les mouvements coopératifs des Amériques, afin de contribuer au développement du coopératisme pour faire face aux défis du nouveau millénaire. L'Université de Sherbrooke, avec l'IRECUS, occupe un rôle de leader dans cette organisation. Avait lieu cette année le huitième séminaire international.

Thématiques

On y traite de tout ce qui est en lien avec les coopératives et, en particulier, des coopératives en Amérique. Voici les grands thèmes de recherche qui font l'objet de publications dans le réseau.

- Histoire, introduction, philosophie
- Économie, sociologie, théories des organisations
- Législation coopérative
- Éducation coopérative
- Gestion (non financière) des coopératives
- Comptabilité et finances
- Formulation, gestion, évaluation de projets
- Développement local
- Aspects internationaux
- Intervention, diagnostique, stages, travaux pratiques
- Méthodologie de recherche
- Commercialisation coopérative

Publications

La revue uniRcoop (épellation non identique avec le paragraphe précédent?) est une publication annuelle du Réseau. Trois numéros ont été publiés jusqu'à maintenant. Le Comité éditorial de la revue uniRcoop est composé de cinq membres de cinq universités de différents pays en Amérique. La coordination est effectuée par un membre de l'IRECUS de l'Université de Sherbrooke. La revue s'intéresse spécialement à transmettre des nouveaux savoirs orientés à favoriser la pratique de l'intercoopération entre les coopératives.

Sont disponibles aussi sur le site Internet du réseau de nombreuses publications (livres, articles de revues, essais) qui ont été réalisées dans le cadre de projets de recherche du réseau et qui sont parfois le résultat de collaborations entre les universités de différents pays. Les publications sont en français, anglais, espagnol et portugais.

Sources de financement

- Toutes les universités membres
- Diverses sources gouvernementales et non gouvernementales des différents pays concernés
- Agence canadienne de développement international (ACDI)

1.3.2. *Chaire Desjardins de coopération et développement du milieu*

Université de Sherbrooke
Sherbrooke (Québec)
J1K 2R1

Titulaire : Denis Martel

Téléphone : (819) 821-8000 poste 3333

Télécopieur : (819) 821-7364

Courrier électronique : dmartel@adm.usherbrooke.ca

Site Internet : <http://www.callisto.si.usherb.ca/~irecus/profil/chaire%20desjardins.html>

Appuyée par l'IRECUS, la Chaire Desjardins de coopération et développement du milieu vise à aider les coopératives dans leurs efforts de compréhension de leur environnement socio-économique et à leur donner des outils leur permettant d'optimiser leur contribution au développement des communautés locales et à l'amélioration de leurs conditions de vie. La Chaire est composée d'une dizaine de professeurs et étudiants.

En conséquence, la Chaire Desjardins de coopération et développement du milieu souhaite stimuler la recherche afin de développer des modèles et des pratiques adaptés à la coopération, aux coopératives et aux dynamiques du milieu dans lequel elles évoluent.

Thématiques retenues

Voici les titres des principaux projets de la Chaire :

- La formulation stratégique dans les coopératives
- Le réseautage stratégique dans le regroupement des coopératives
- La légitimité des structures de deuxième niveau dans le mouvement coopératif québécois ; le cas Desjardins
- Le rôle de la gestion des parties prenantes dans le développement des coopératives de santé au Québec, le cas de la coopérative de santé Les grès
- La planification de la participation de Desjardins au développement des collectivités locales

Publications

La Chaire a publié une dizaine d'articles sur le sujet des coopératives. Il n'est pas précisé si ceux-ci constituent des cahiers de recherche. Quelques-uns sont réalisés par des partenaires d'Amérique latine et sont rédigés en espagnol.

Sources de financement

- Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke
- Chaire Desjardins
- Centre d'excellence de l'Université de Sherbrooke
- Fédération québécoise des coopératives de travail (FQCT)
- Université de Sherbrooke
- Mouvement Desjardins

1.3.3. *Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke (IRECUS)*

IRECUS

Faculté d'administration
Université de Sherbrooke
Sherbrooke (Québec)
J1K 2R1

Téléphone : (819) 821-7220 ou 7202
Sans frais au Québec : 1-800-267-8337
Télécopieur : (819) 821-7213
Courrier électronique : irecus@adm.usherbrooke.ca
Site Internet : <http://www.usherbrooke.ca/irecus/>

L'IRECUS a été fondé en 1976. C'est un institut universitaire dont les principales activités sont la recherche, l'enseignement, les services à la collectivité et la coopération internationale. Il s'est donné comme but de favoriser l'enseignement et la recherche multidisciplinaire sur le thème de la coopération en collaboration avec les facultés et les départements de l'Université de Sherbrooke intéressés au domaine coopératif ainsi qu'avec les divers milieux coopératifs nationaux ou étrangers.

Les actions du comité de recherche sont confiées à la supervision de Messieurs Bastien Dion, professionnel de recherche, et Michel Lafleur, professeur. L'IRECUS compte une quarantaine de chercheurs, collaborateurs, chargés de cours, professionnels de recherche et employés de soutien.

Thématiques retenues

Diverses thématiques reliées au sujet des coopératives sont étudiées à l'IRECUS. Voici quelques grands thèmes étudiés :

- Coopératives et développement international
- Le travail au sein des coopératives

- Coopératives et développement local au Québec

Publications

L'IRECUS a produit plus d'une centaine de publications répertoriées en dix catégories :

- Bulletins
- Cahiers de la coopération
- Cahiers pédagogiques
- Cahiers de recherche
- Documents et conférences
- Dossiers sur les coopératives
- Essais
- Hors collection
- Publications conjointes
- Revues

Sources de financement

- Agence canadienne de développement international (ACDI)
- Association des universités et collèges du Canada
- Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
- Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH)
- Développement des ressources humaines Canada (DRHC)
- Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC)
- Ministère de l'enseignement supérieur et de la science du Québec
- Ministère de l'industrie et du commerce du Québec
- Ministère des relations internationales du Québec
- AGROPUR, coopérative agro-alimentaire
- Coopérative fédérée de Québec (CFQ)
- Fédération des caisses Desjardins du Québec
- Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Estrie
- Fédération des coopératives funéraires du Québec

1.4. Université de Victoria

1.4.1. *British Columbia Institute for Co-operative Studies*

University of Victoria
University House 2 - Room 109
PO Box 3060 STN CSC
Victoria BC
V8W 2Y2

Téléphone : (250) 472-4539
Télécopieur : (250) 472-4541
Courrier électronique : rochdale@uvic.ca
Site Internet : <http://web.uvic.ca/bcics/>

Le British Columbia Institute for Co-operative Studies, basé à Victoria en Colombie-Britannique, a été fondé en 2000 sous la direction de Ian MacPherson. L'institut est un catalyseur pour la recherche, l'apprentissage et l'enseignement sur la pensée et la pratique des études coopératives comprises comme un champ de recherche établi. L'institut collabore avec d'autres institutions d'enseignement post-secondaires, des coopératives, de multiples paliers de gouvernement, des individus et des communautés intéressés au développement des coopératives. Son équipe est composée d'une quinzaine de membres (professeurs, étudiants et professionnels de recherche).

Le but de la recherche à l'Institut est de comprendre comment les modèles de coopératives fonctionnent dans des contextes différents et comment ils réussissent à répondre aux différents besoins économiques et sociaux des communautés impliquées. De plus, l'institut cherche à voir comment les coopératives permettent d'aider et de renforcer les capacités des communautés dans lesquelles elles opèrent afin de répondre adéquatement aux enjeux sociaux que vivent ces communautés.

Thématiques retenues

L'Institut a effectué une quantité importante d'études de cas sur des coopératives. Les coopératives étudiées ont été répertoriées en plusieurs catégories :

- Agricoles
- Financières
- Touristiques
- Asiatiques
- Des premières nations
- De transport
- D'utilisation des terres
- De pêche
- De travail
- Communautaires
- Foresterie
- Jeunesse
- Éducatives
- Sociales
- De cuisine
- De santé
- D'habitation
- Préscolaire/d'assistance à l'enfance
- D'énergie

L'Institut procède actuellement à la création d'une grande base de ressources qui sera mise à la disposition des communautés et coopératives pour les aider dans leurs projets de développement coopératif.

Publications

La plupart des publications apparaissent sous forme de courtes monographies sur différentes coopératives. Il y en a plus de soixante-dix. De plus, une dizaine d'articles de recherche sur différents thèmes ont été produits.

Financement

- Federated Co-ops Ltd
- Université de Victoria
- Credit Union Central of B.C.
- The Co-operators

1.5. Université du Québec à Chicoutimi

1.5.1. *Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR)*

Université du Québec à Chicoutimi
555, boul. de l'Université
Chicoutimi (Québec)
G7H 2B1

Téléphone : (418) 545-5534
Télécopieur : (418) 545-5012
Courrier électronique : grir@uqac.ca
Site Internet : <http://www.uqac.quebec.ca/dsh/grir/>

Reconnu par l'UQAC depuis 1983, le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) s'intéresse aux problèmes de développement des collectivités locales et régionales d'un point de vue multidisciplinaire. Le GRIR compte plus d'une vingtaine de professeurs-es-chercheurs-es et d'étudiants-étudiantes au doctorat d'horizons disciplinaires multiples : anthropologie, aménagement, économie, éthique, géographie, histoire, sociologie, science politique et travail social. Plusieurs étudiants-es de deuxième et troisième cycles participent aux travaux de recherche du GRIR. Le soutien à la recherche est assuré par une professionnelle de recherche et un service de secrétariat.

Thématiques retenues

Voici une liste de thématiques explorées par le GRIR :

- Phénomènes sociaux, pratique sociale et mouvements sociaux
- Recherche-action et intervention en région
- Développement viable, évaluation des impacts sociaux et aménagement intégré des ressources
- Développement régional et restructuration socio-économique des régions périphériques
- Gouvernance, territoire et gestion du social

- Environnement institutionnel, entrepreneurship et innovation dans le développement local et régional
- Relations interethniques et interculturelles

Publications

On trouve à peu près 80 publications du GRIR sur leur site Internet. Elles apparaissent dans 8 collections :

- Renouveau méthodologique
- Développement régional
- Notes et rapports de recherche
- Études régionales
- Travaux et études en développement régional
- GRIR-Éditeur
- Publications hors-série
- Environnement, paix et développement

Sources de financement

- Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC)
- Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC)
- Organismes du milieu régional et local
- Gouvernement du Québec
- Grandes entreprises
- Gouvernement du Canada
- Consortium des affaires indiennes
- Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium (CQRDA)
- Fondation de l'UQAC
- Syndicat des chargés-es de cours UQAC
- Direction des études de cycles supérieurs et de la recherche (UQAC-DESCR)

1.6. Université du Québec à Montréal

1.6.1. Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS)

Adresse postale :
ARUC-ÉS

Adresse civique :
Pavillon Saint-Denis

Case postale 8888,
succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
H3C 3P8

10e étage, local AB-10200
1290, rue St-Denis
Montréal (Québec)
H2X 3J7

Téléphone : (514) 987-3000 poste 2574
Télécopieur : (514) 987-6913
Courrier électronique : aruc-es@uqam.ca
Site Internet : <http://www.aruc-es.uqam.ca/>

L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) est une infrastructure de partenariat pour la recherche, la formation, la diffusion et l'échange de connaissances en économie sociale. Elle compte plus de 25 membres pour son conseil de coordination et 8 employés permanents. Sa structure de recherche est composée de 9 chantiers auxquels sont rattachés certains chercheurs spécifiques.

Fondée en janvier 2000, elle est constituée de membres provenant tant du milieu universitaire que de différents milieux d'intervention impliqués dans le développement de l'économie sociale au Québec. Sa mission est d'analyser et de soutenir le développement de l'économie sociale.

Thématiques retenues

Voici une liste des thématiques de l'économie sociale explorées par l'ARUC-ÉS :

- Développement local et régional
- Développement durable
- Financement et économie sociale
- Insertion et emploi
- Logement communautaire
- Service aux personnes
- Loisir et tourisme social
- Échanges et comparaisons internationales
- Évaluation sociale et systèmes d'information

Publications

Les publications de l'ARUC-ÉS apparaissent dans trois collections de cahiers : intervention, transfert et recherche. Cependant, l'alliance publie aussi un bulletin qui apparaît quelques fois par années. Il existe un peu moins d'une centaine de cahiers du ARUC-ÉS.

Sources de financement

Le financement de l'ARUC-ÉS est assuré par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) dans le cadre du programme des Alliances de recherche universités-communautés, ainsi que par la contribution humaine et financière des universités suivantes :

- Université du Québec à Montréal
- Université du Québec en Outaouais
- Université du Québec à Chicoutimi
- Université Concordia

et organisations partenaires suivantes :

- Chantier de l'économie sociale
- Confédération des syndicats nationaux
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
- Fondation (CSN)
- Fonds de solidarité FTQ
- Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)

1.6.2. Chaire de coopération Guy-Bernier

Adresse civique :
 Université du Québec à Montréal
 Chaire de coopération Guy-Bernier
 Case postale 8888, succ. Centre-Ville
 Montréal, Québec
 H3C 3P8

Adresse postale :
 Université du Québec à Montréal
 Chaire de coopération Guy-Bernier
 209, rue Ste-Catherine Est, Local V-6405
 Montréal, Québec
 H2X 1L2

Titulaire : M. Mauro-F. Malservisi
 Téléphone : (514) 987-8566
 Courrier électronique : chaire.coop@uqam.ca
 Site Internet : <http://www.er.uqam.ca/nobel/ccgb/>

La création, le 27 janvier 1987, de la Chaire de coopération Guy-Bernier est l'aboutissement d'un effort conjoint de l'UQAM, de la Fondation UQAM et de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec (FMO). La Chaire de coopération Guy-Bernier a permis d'accroître rapidement l'intérêt pour la recherche sur divers aspects des entreprises coopératives. Aujourd'hui, il en résulte l'existence d'un véritable centre d'intérêt académique dans le champ de la recherche et des études sur les coopératives, et en particulier les coopératives d'épargne et de crédit. La Chaire fait partie de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. La Chaire compte sept chercheurs permanents plus une vingtaine de professeurs et chercheurs associés.

Thématiques retenues

- La spécificité des caisses populaires et leurs nouveaux défis.
- Les valeurs coopératives et le changement social
- L'éducation coopérative
- L'entreprise coopérative comme alternative pour le développement de l'emploi et des services

Publications

Plus d'une centaine de cahiers de recherche ont été produits par la Chaire.

Sources de financement

- Fondation UQAM
- Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

1.6.3. *Chaire de recherche du Canada en économie sociale*

Adresse civique :
Université du Québec à Montréal
Pavillon St-Denis, local AB-9200
1290, rue Saint-Denis
Montréal (Québec)
H2X 3J7

Adresse postale :
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
H3C 3P8

Titulaire : Marie J. Bouchard

Téléphone : (514).987.3000 #2577

Télécopieur : (514) 987.6913

Courrier électronique : bouchard.marie@uqam.ca

Site Internet : www.chaire.ecosoc.uqam.ca

La Chaire de recherche du Canada en économie sociale a été créée en octobre 2003. Cette chaire étudie l'innovation sociale produite dans l'économie sociale. Les transformations du marché et de l'État favorisent de nouvelles ouvertures pour l'économie sociale, pour répondre soit aux effets destructeurs du modèle de développement, soit comme témoin d'aspirations à participer à une alternative. Le but est de voir ce qui fait cohérence dans la contribution de l'économie sociale à la démocratisation du modèle de développement. Cette recherche jettera des ponts entre différentes disciplines des sciences sociales et de la gestion, et permettra, entre autres, d'évaluer le rôle des organisations de l'économie sociale dans le renouvellement des pratiques économiques et sociales contemporaines.

Thématiques retenues

Le premier grand objectif du programme de recherche est de rendre compte de l'innovation sociale produite dans l'économie sociale et de mieux comprendre sa place et son rôle dans les transformations sociales¹. Les travaux, dont près de la moitié sont conçus et réalisés en partenariat avec des acteurs du milieu, sont centrés sur deux principaux terrains d'étude, soit celui des services de proximité et celui des services collectifs. Par services de proximité, nous entendons le logement social communautaire mais aussi l'aide domestique, les cuisines collectives, les centres à la petite enfance, etc. Par services collectifs, nous entendons notamment les services de soutien au développement tels les institutions financières et les fonds de développement, mais également les dispositifs issus des politiques publiques ou sectorielles de développement de l'économie sociale, tels les groupes de ressources techniques, les corporations de développement économique communautaire, les fédérations, etc. Le programme de recherche de la chaire s'intéresse à la nouvelle économie sociale sous l'angle de trois

¹ Ce thème recoupe celui de l'axe intégrateur (Interaxe) du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

problématiques² : 1. la gouvernance et l'intérêt général ; 2. le financement et le développement et 3. l'évaluation socioéconomique. À terme, ce programme de recherche vise à voir ce qui fait cohérence dans la contribution de l'économie sociale au renouvellement et à la démocratisation du modèle de développement.

Le second grand objectif poursuivi est de contribuer au renouvellement des connaissances au sujet des innovations sociales. À cet effet, le programme prévoit développer un dispositif de veille et de diffusion des connaissances sur les innovations sociales de l'économie sociale. La diffusion des innovations et leur généralisation peuvent être significatives du succès d'initiatives qui proviennent de la société civile et des mouvements sociaux. Mais ceci peut également exprimer un endossement tacite des failles institutionnelles du système dominant. Cette tension entre innovation et institutionnalisation dynamise l'ÉS en même temps qu'elle suscite des débats. L'un des buts visés par le programme de recherche est d'exercer une vigie sur les innovations sociales et de développer une expertise – construite conjointement avec les acteurs du milieu – concernant leur évaluation et leur diffusion. Un portail de l'économie sociale est en projet, conjointement avec l'ARUC-Économie sociale. Ce site électronique interactif vise à colliger et diffuser de l'information sur l'économie sociale au Québec (aux niveaux macro, micro et méso), ainsi qu'à recenser et mettre à jour les avancées théoriques concernant l'économie sociale. Ce portail vise à renforcer les liens au sein du réseau de l'ÉS, et entre ce réseau et celui de la recherche universitaire. Il servira de fenêtre québécoise de l'économie sociale ouverte sur le monde. En ce sens, le programme de recherche se veut un élément de ce qui constitue un « système québécois d'innovation sociale en économie sociale ».

Publications

La Chaire diffusera ses recherches dans différents types de publications soit :

- Cahiers de recherche
- Rapports de recherche
- Ouvrages
- Articles, revues et bulletins

Sources de financement

- Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH)
- Fondation canadienne de l'innovation (FCI)
- Université du Québec à Montréal (UQÀM)

1.6.4. *Chaire de responsabilité sociale et de développement durable*

Adresse civique :
Pavillon des sciences de la gestion
local R-2635
315, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec)
H2X 3X2

Adresse postale :
École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal
Case postale 6192, succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
H3C 4R2

² Mentionnons que ces trois problématiques ont aussi été identifiées par les partenaires membres de l'ARUC-Économie sociale comme étant les principaux enjeux du secteur pour les années à venir (ARUC-ÉS, 2001b).

Titulaire : Corinne Gendron
 Téléphone : 514.987.3000 poste #6972
 Télécopieur : 514.987.3372
 Courrier électronique : ceh@uqam.ca
 Site Internet : www.ceh.uqam.ca

La Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, autrefois appelée Chaire économie et humanisme, est un lieu d'échanges et de réflexion sur les questions d'éthique et de responsabilité sociale. Elle s'intéresse aux nouvelles régulations sociales dans le contexte de la mondialisation et aux innovations socio-économiques portées par les acteurs. Créée en 2000 et rattachée à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal, la Chaire a démarré officiellement ses activités en 2002. Elle rassemble six professeurs, une professionnelle de recherche et une trentaine d'étudiants.

Thématiques retenues

Le tableau suivant, tiré du site Internet, permet de comprendre les différents thèmes couverts par la recherche.

Axes de recherche thématiques et transversaux

	Travail	Environnement	Communautés
Éthique et responsabilité sociale de l'entreprise	Normes SA 8000	Normes ISO 14 000 Principes CERES Charte DD et autres	AA1000 Développement local
Éthique économique et régulation sociale	Impacts des nouveaux mouvements sociaux économiques	Économie et droit de l'environnement	Fonds de travailleurs Nouvelle gouvernance
Nouvelles pratiques économiques	Commerce équitable Investissement responsable	Agriculture biologique Évaluation d'impacts	Monnaies locales Finance solidaire Économie sociale

Publications

La Chaire diffuse ses recherches dans différents types de publications :

- Cahiers de recherche de la Chaire. Il y en a un peu plus d'une quinzaine
- Rapports de recherche
- Ouvrages
- Articles, revues et bulletins
- Bulletin d'information mensuel « Oeconomia Humana »

Sources de financement

- Le Mouvement Desjardins

- Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH)
- Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC)
- Sources privées (confidentielles)

1.6.5. *CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales)*

Adresse postale :
Université du Québec à Montréal
C.P. 8888,
Succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
H3C 3P8

Adresse civique :
Pavillon Saint-Denis, 10e étage
1290, rue Saint-Denis
Montréal (Québec)
H2X 3J7

Téléphone : (514) 987-3000, poste 4458
Télécopieur : (514) 987-6913
Courrier électronique : crises@uqam.ca
Site Internet : <http://www.crisis.uqam.ca>

Le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) est une organisation interuniversitaire et pluridisciplinaire qui regroupe une cinquantaine de chercheurs affiliés principalement à sept institutions de recherche au Québec. Ses membres sont de formations disciplinaires diversifiées (anthropologie, histoire, relations industrielles, sciences de la gestion, science économique, science politique, sociologie et travail social). Plusieurs des recherches sont réalisés en partenariat avec des acteurs socio-économiques. Les membres du CRISES sont au centre d'activités de réseautage avec la société civile et contribuent activement à des activités de transfert de connaissances vers la communauté.

Thématiques retenues

Les membres du CRISES étudient et analysent les innovations et les transformations sociales à partir de trois axes complémentaires :

Axe innovations sociales et territoire

Les chercheurs de l'axe territoire s'intéressent principalement aux rôles des acteurs sociaux, et à leurs pratiques innovatrices, dans les recompositions territoriales contemporaines. Ils étudient notamment l'émergence de réseaux sociaux et leurs liens avec de nouvelles formes de territorialité ; les relations entre les entreprises, les acteurs sociaux et les instances politiques locales ; les identités locales et leurs rapports avec le développement économique et social ; ainsi que les modalités de gouvernance territoriale.

Axe innovations sociales et conditions de vie

Les chercheurs de l'axe conditions de vie repèrent et analysent des innovations sociales visant l'amélioration des conditions de vie, notamment en ce qui concerne la consommation, l'emploi du temps, l'environnement familial, l'insertion sur le marché du travail, l'habitat, les revenus, la santé et la sécurité des personnes. Ces innovations se situent, généralement, à la jonction des politiques publiques et des mouvements sociaux : services collectifs, pratiques de résistance, luttes populaires, nouvelles manières de produire et de consommer, etc.

Axe innovations sociales, travail et emploi

Les membres de l'axe travail et emploi centrent leurs recherches sur l'organisation du travail, la régulation de l'emploi et la gouvernance des entreprises dans le secteur manufacturier, dans la fonction publique et dans l'économie du savoir. Les travaux portent sur les dimensions organisationnelles et institutionnelles. Ils concernent tant les syndicats et les entreprises que les politiques publiques et s'intéressent à certaines thématiques comme les stratégies des acteurs, le partenariat, la gouvernance des entreprises, les nouveaux statuts d'emploi, le vieillissement au travail et la formation.

Une dizaine de fois par année, ils travaillent conjointement au sein d'un interaxe qui permet de faire le pont entre les problématiques de travail développées dans chacun des axes principaux et la thématique générale des innovations et des transformations sociales.

Publications

Plus de 400 cahiers du CRISES ont été publiés. Ils sont répertoriés en 7 collections soit :

- Études théoriques
- Études de cas d'entreprises d'économie sociale
- Mouvements sociaux
- Thèses et mémoires
- Internationale
- Recueils de textes
- Hors-série

Sources de financement

Le CRISES effectue en partenariat de nombreuses recherches et en conséquence les sources de financement de ces recherches sont multiples. Toutefois, les principales sources de financement pour les recherches du CRISES sont donc :

- Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC)
- Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
- Développement des ressources humaines Canada (DRHC)

1.6.6. Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales & Équipe de recherche Économie sociale, santé et bien-être (LAREPPS-ESSBE)

Adresse civique :
École de travail social
Université du Québec à Montréal
455 boul. René-Lévesque Est
Pavillon Thérèse-Casgrain (local W-4375)
Montréal (Québec) H2L 4Y2

Adresse postale :
Case postale 8888
Succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
H3C 3P8

Téléphone : (514) 987-3000, poste 8326
Télécopieur. : (514) 987-4494
Courrier électronique : larepps@uqam.ca
Site Internet : <http://larepps.uqam.ca/>

Le Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales, le LAREPPS, regroupe des chercheurs de quatre universités québécoises, des professionnels et des assistants de recherche. Ancré à l'école de travail social, à l'Université du Québec à Montréal, il est le siège, depuis 1997, de l'équipe Économie sociale, santé et bien-être (ÉSSBE).

Treize chercheurs réguliers et dix-neuf chercheurs collaborateurs composent l'équipe. Les chercheurs travaillent en partenariat avec des organismes non universitaires. Ces partenaires, intervenants et professionnels, ont une expertise relative à l'un ou l'autre des axes de recherche de l'équipe et proviennent du milieu communautaire et de l'économie sociale, du milieu syndical et du secteur public. Ils participent activement au développement et au suivi des projets de recherche ainsi qu'à la diffusion de leurs résultats.

Thématiques retenues

Visant à cerner les conditions d'émergence ainsi que la spécificité d'un modèle québécois de développement social dans le contexte particulier de la transformation de l'État-providence, le LAREPPS inscrit ses objets d'étude au niveau des pratiques et des politiques sociales, définies dans un sens large. Le modèle de référence se démarque des courants « fondamentalistes », qu'ils soient ultra-libéraux ou étatistes. Son originalité serait plutôt de s'inscrire dans une alternative démocratique du développement social articulant économie sociale et économie publique.

Suivant cette problématique générale, la programmation de la recherche du LAREPPS s'articule autour de quatre axes interdépendants. Dans le dernier de ces axes, on vise l'approfondissement de la problématique générale. La mise à jour, ou l'actualisation constante, du cadre théorique et de la problématique à travers des débats et échanges, doit faire en sorte que cet axe débouche sur un cadre intégrateur permettant la synthèse des connaissances issues des autres axes de recherche.

Les quatre axes constituent autant de chantiers dédiés aux plus importantes dimensions de la problématique, liant ensemble santé, bien être et économie sociale :

1. **SERVICES DE PROXIMITÉ.** Cet axe regroupe les recherches qui sont centrées sur les services aux personnes. On y étudie principalement les passerelles entre l'économie sociale, l'État et le marché dans la dispensation des services de santé et les services sociaux.
2. **INSERTION.** On trouve dans cet axe les recherches sur l'insertion sociale et professionnelle des personnes vulnérables sur le plan de la santé et du bien-être. On s'intéresse, entre autres, aux initiatives des organismes de l'économie sociale dans ce domaine.
3. **LOGEMENT SOCIAL.** Cet axe regroupe les recherches sur les pratiques de logement social visant des clientèles ayant des problèmes socioéconomiques, de santé et de bien-être.

4. **TRANSVERSAL.** Dans cet axe, les chercheurs font le point sur la configuration et le mode d'institutionnalisation du modèle québécois de politiques sociales qui émerge dans le champ de la santé et du bien-être. Ils y étudient en outre la spécificité du modèle québécois relativement à d'autres provinces canadiennes et à d'autres pays. Cet axe est aussi le lieu de prise en compte des rapports sociaux de sexes.

Publications

Près d'une centaine de cahiers de recherche ont été produits par le LAREPPS-ESSBE

Sources de financement

- Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC)
- Fonds institutionnel de recherche de l'UQAM

1.7. Université du Québec en Outaouais

1.7.1. Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS)

Université du Québec en Outaouais
 a/s Katerine Larouche, assistante à la coordination
 C.P. 1250, succursale Hull
 Gatineau, Québec
 J8X 3X7

Téléphone : (819) 595-3900, poste 2291
 Télécopieur : (819) 595-2227 ou 2384
 Courrier électronique : ceris@uqo.ca
 Site Internet : <http://www.uqo.ca/crdc-geris/>

Né au début des années 1990 sous l'impulsion de professeurs de travail social de l'UQO, le Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS) est reconnu officiellement en août 1993. Le CÉRIS offre un milieu favorisant les échanges intellectuels, stimule la recherche et fournit des moyens et des outils facilitant le travail des chercheurs et de leurs assistants et assistantes. Sous la coordination de Lucie Fréchette, le centre de recherche, situé à l'Université du Québec en Outaouais, regroupe une dizaine de membres chercheurs en travail social, psychologie, sciences sociales et en éducation ainsi que leurs assistants(es) de recherche.

Thématiques retenues

Le champ d'exploration du CÉRIS couvre un spectre assez large de sujets. Évidemment, la recherche concerne la pratique sociale. Plusieurs études portent sur les pratiques sociales dans la région de l'Outaouais. Voici quelques thèmes importants de la recherche au CÉRIS :

- Pratiques sociales et politiques publiques
- Développement local
- Économie sociale
- L'intervention sociale

Publications

Les publications apparaissent sous trois séries de recherches au CÉRIS et prennent la forme de rapports de recherche. On en compte une trentaine sur le site Internet.

- Série Recherches
- Série Pratiques sociales
- Série Conférences
- Rapports de recherche

Sources de financement

- Fonds institutionnel pour la recherche (FIR)
- Vice rectorat de l'enseignement et de la recherche de l'Université du Québec en Outaouais (VRER)

1.7.2. Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)

Université du Québec en Outaouais
Case postale 1250, succursale Hull
Gatineau (Québec)
J8X 3X7
Titulaire : Louis Favreau

Téléphone : (819) 595-3900, poste 2291
Télécopieur : (819) 595-2227 ou 2384
Courrier électronique : crdc@uqo.ca
Site Internet : <http://www.uqo.ca/crdc-geris/>

La Chaire de recherche en développement des collectivités (connue anciennement sous le nom de la Chaire de recherche en développement communautaire) a démarré ses activités en 1995. Elle a été reconnue comme Chaire de recherche du Canada en 2002. Elle a comme finalité de contribuer à l'avancement de la théorie et des pratiques de développement des collectivités (développement local et régional, organisation communautaire, nouvelle économie sociale et politiques publiques) à partir d'un ensemble d'activités :

- de recherche
- de formation et de conception de matériel pédagogique
- de diffusion des connaissances
- de services à la communauté

La CRDC est composée d'une équipe multidisciplinaire (sociologie, géographie, histoire, travail social, relations industrielles...) comptant une dizaine de chercheurs de l'UQO.

Thématiques retenues

Les travaux de recherche de la Chaire se font à l'échelle du Québec, du Canada et des Amériques de même qu'à l'échelle internationale dans une perspective Nord-Sud. Ils portent sur la place qu'occupe le territoire et les collectivités locales dans le développement économique et social, particulièrement sur le registre des pratiques innovantes de création de richesses (en économie sociale, en organisation communautaire, en développement local et en développement régional) et sur celui des nouvelles politiques publiques de développement.

La CRDC organise son programme de travail autour des quatre chantiers suivants :

- Le développement local et régional : les systèmes locaux de production, les gouvernances territoriales, les économies locales, l'apport des TPE, la diversification socio-économique régionale, etc. ;
- L'organisation communautaire : les associations de défense des droits au sein des collectivités locales, la capacité des services collectifs de proximité à satisfaire de nouveaux besoins, les difficultés et les conditions d'une participation citoyenne locale, ect. ;
- La nouvelle économie sociale : les entreprises et services de cette économie sociale dans des secteurs comme la petite enfance, la récupération et du recyclage, la gestion intégrée des forêts, l'écotourisme, etc. ; les conditions d'émergence de ces initiatives ; la dynamique au sein de ces entreprises sociales ; les conditions de leur développement et de leur expansion, etc. ;
- Les politiques publiques : en matière de développement local et régional, d'économie sociale, d'action communautaire, ect.

Publications

Les publications au CDRC apparaissent sous la forme de cahiers de recherche, de livres, de mémoires et thèses, papiers de conférences et plusieurs sont disponibles sur leur site Internet.

Depuis 1998, la CRDC et le CÉRIS abritent la revue *Économie et Solidarités* du CIRIEC Canada dans le cadre d'un protocole d'entente entre l'Université du Québec et le CIRIEC Canada.

Sources de financement

- Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH)
- Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO)

1.7.3. Observatoire en économie sociale de l'Outaouais

Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)
Université du Québec en Outaouais
Case postale 1250, succursale Hull
Gatineau (Québec) Canada
J8X 3X7

Téléphone : (819) 595-3900 poste 2296
Courrier électronique : crdc2@uqo.ca
Site Internet : <http://www.uqo.ca/observer/SocialGeneral/accueil.html>

L'Observatoire en économie sociale et en développement régional est un lieu de référence pour s'alimenter et échanger sur l'évolution des dynamiques de changement en Outaouais. L'Observatoire mise principalement sur les travaux de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), et sur les expériences innovatrices dans ces domaines. L'Observatoire est né d'un partenariat entre le CRDC, le Centre de recherche en développement territorial de l'UQO et du Conseil régional de développement de l'Outaouais (CRDO). Une dizaine de professeurs associés à la CRDC participent aux recherches de l'Observatoire.

Thématiques retenues

Les recherches sont divisées en 4 thèmes généraux :

- L'économie sociale en Outaouais
- L'économie sociale au Québec
- L'économie sociale dans le monde
- Économie sociale : conceptualisation, problématique et théorie

Publications

De multiples publications sont répertoriées sur le site Internet, plusieurs sont téléchargeables :

- Articles de revues
- Essais
- Livres
- Chapitre de livre

Sources de financement

Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO)

1.8. Université St-François-Xavier

1.8.1. Coady International Institute

St. Francis Xavier University
P.O. Box 5000
Antigonish, Nova Scotia
B2G 2W5

Téléphone : (902) 867-3960
Télécopieur : (902) 867-3907
Courrier électronique : coady@stfx.ca
Site Internet : <http://www.stfx.ca/institutes/coady/>

L'institut Coady a fait la promotion de l'autonomie des communautés depuis 1959 pour éduquer les personnes intéressées au développement communautaire. L'institut est une organisation d'enseignement dédiée à identifier, développer et disséminer le savoir sur les pratiques de développement effectives. Il a atteint une reconnaissance internationale notamment par le fait que les étudiants qui l'ont fréquenté sont venus de plus de 130 pays différents. L'institut est en constante adaptation afin de mieux être à la fine pointe de l'innovation et aussi pour répondre aux nouveaux besoins du développement communautaire. Le Coady institute possède une équipe de plus d'une trentaine d'employés (professeurs, assistants, animateurs et chargés de projet) dont seulement quelques-uns participent à la recherche.

L'organisme a aussi plusieurs objectifs spécifiques dont le travail de coopération avec des organisations partenaires un peu partout dans le monde, la création d'un réseau global de solidarité et l'éveil solidaire chez les jeunes canadiens.

Thématiques retenues

- Développement communautaire
- Coopération internationale
- Développement rural
- Femmes et développement

Publications

L'institut affiche sur son site Internet une vingtaine de publications qui prennent la forme soit de livres, d'essais (*occasional papers*) ou de rapports de conférences et ateliers.

Sources de financement

- Agence canadienne de développement international (ACDI)
- Fondations
- Université St-François Xavier

1.9. Université du Québec à Rimouski

1.9.1. Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT)

Université du Québec à Rimouski
300, allée des Ursulines, C.P. 3300
Rimouski (Québec)
G5L 3A1

Téléphone : (418) 723-1986, poste 1642
Télécopieur : (418) 724-1847
Courrier électronique : bruno_jean@uqar.qc.ca
Site Internet : <http://www.uqar.qc.ca/crdt>

Le Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT) est un regroupement stratégique reconnu depuis mai 2003 par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC). Il regroupe une dizaine de chercheurs et de chercheuses oeuvrant dans le domaine du développement territorial. Les activités du CRDT visent l'accroissement des connaissances sur les différents aspects du développement territorial et régional au Québec et ailleurs dans le monde. Le CRDT constitue un milieu d'accueil stimulant et créatif pour la formation, l'encadrement ou le perfectionnement d'étudiants, de chercheurs, d'analystes ou de personnes intéressées par le domaine du développement territorial et régional.

Thématiques retenues

Trois axes guident la recherche. Toutefois, certaines recherches sont effectuées dans un chantier transversal. Ces dernières portent surtout sur les outils méthodologiques du développement territorial.

Axe 1 - Recompositions socio-territoriales et développement durable

- Les recompositions et les formes socio-spatiales
- Les rapports urbains-ruraux
- Le développement territorial et l'environnement

Axe 2 - Dynamiques socio-productives et ancrage territorial

- Les systèmes productifs territoriaux, l'économie matérielle et l'innovation
- Les dynamiques socio-culturelles ou associatives et l'innovation

Axe 3 - Gouvernance, territoires et politiques publiques

- La gouvernance et la participation citoyenne
- Les politiques publiques de développement local, régional, territorial et d'aménagement des territoires
- Les institutions et les dispositifs d'intégration territoriale

Publications

Trois types de publications, à part des rapports annuels, sont effectués par le CRDT. Ce nouveau centre de recherche ne compte pour l'instant qu'un peu moins d'une dizaine de publications.

- Études et rapports de recherche
- Communications et conférences
- Bulletins

Sources de financement

- Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC)
- Ministère du développement économique et régional et de la recherche (MDERR)

2. ASSOCIATIONS SCIENTIFIQUES, REGROUPEMENTS ET ORGANISMES DE PARTENARIAT

2.1. Associations scientifiques

2.1.1. *Canadian Association for Studies in Co-operation (CASC)*

Jorge Sousa : President
OISE/Université de Toronto
252 Bloor Street West
Toronto, Ontario
M5S 1V6

Téléphone : (416) 937-9855
Télécopieur : (416) 926-4749
Courrier électronique : jsousa@oise.utoronto.ca
Site Internet : <http://www.coopresearch.coop/>

L'Association canadienne des études en coopération est une organisation à but non lucratif constituée de chercheurs bénévoles et d'intervenants intéressés au sujet des coopératives. Elle est un réseau multidisciplinaire de chercheurs dont le travail consiste à faire la promotion de la recherche sur les coopératives et à faciliter les contacts entre les différents chercheurs nationaux et internationaux sur le sujet.

Le but de l'association est d'étudier tous les aspects de la coopération et des entreprises coopératives. L'association se rencontre annuellement au Congrès des Sciences humaines du Canada.

Thématiques retenues

Les recherches au CASC sont divisées en plusieurs thèmes reliés aux coopératives. Voici les principaux critères qui guident la recherche :

- Économie agricole (marketing, politiques et institutions)
- Recherche sociologique des coopératives (développement communautaire, participation des membres, sociologie rurale)
- Autres disciplines : gestion, histoire, science politique, éducation aux adultes
- Thèmes interdisciplinaires : rôle de l'État, les femmes dans les coopératives, démocratie organisationnelle et développement international.

Publications

Aucune publication n'a été produite officiellement par le CASC jusqu'à maintenant. Il reste que le CASC a réalisé plusieurs recherches. De plus, les membres du CASC ont produit de nombreuses publications dans des disciplines diverses. Un de leurs projets d'avenir est justement de publier sous le nom de l'association.

Sources de financement

L'association fonctionne surtout sur une base bénévole, la recherche qui y est produite s'appuie sur des fonds de recherche pour étudiants et des levées de fonds.

2.1.2. CIRIEC-Canada (Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives)

Secrétariat du CIRIEC-Canada
Université du Québec à Montréal
C.P. 8888, succ. Centre-ville
Montréal, Québec
H3C 3P8

Téléphone : 514- 987-8566
Télécopieur : 514-987-8564
Courrier électronique : ciriec-canada@uqam.ca
Site Internet : <http://www.unites.uqam.ca/ciriec/>

Le CIRIEC-Canada est une association scientifique sans but lucratif qui s'intéresse à toutes les formes d'organisations et d'activités économiques orientées vers l'intérêt général ou collectif. Il a été fondé en 1967, comme section nationale du Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative dont le siège est à Liège (Belgique) et qui a été créé en 1947. Ses membres comptent à la fois des organismes, des chercheurs de tout ordre (professeurs, professionnels de recherche, étudiants) et des praticiens. Que ce soit à partir de la recherche, de la formation, de la diffusion ou de l'intervention, le CIRIEC-Canada vise à contribuer au développement de cette forme d'activité économique en apportant, à son développement, un soutien éclairé et critique. À cette fin, le CIRIEC-Canada vise :

- à regrouper les universitaires (professeurs, chercheurs et étudiants) ainsi que toutes autres personnes, associations, entreprises, institutions ou organisations intéressées aux entreprises publiques, coopératives et sociales ;
- à instituer des partenariats dynamiques et productifs entre les milieux de la recherche et de l'enseignement et ceux de la pratique et des entreprises ;
- à susciter, soutenir et diffuser des recherches, des échanges et des initiatives engageant une ou plusieurs disciplines scientifiques dans le domaine concerné ;
- à permettre au plus grand nombre possible de ses membres de participer aux échanges, travaux et forums nationaux et internationaux ;
- à favoriser et à soutenir, dans la mesure de ses possibilités, le développement et la diffusion des connaissances touchant les divers aspects de l'économie publique, coopérative et sociale.

Thèmes

La recherche au CIRIEC tourne spécifiquement autour de l'économie collective. Les deux grandes sections de l'économie collective sont l'économie publique et l'économie sociale.

Publications

Le CIRIEC Canada produit la revue *Économie et Solidarités*. En fait, celle-ci est abritée par le CRDC et le CERIS. Son contenu porte sur les caractéristiques de l'économie sociale, sur son rôle comme agent de développement socio-économique, sur sa gestion, sur les secteurs d'activité où elle est engagée et sur l'analyse comparative internationale de son émergence et de son développement. Revue scientifique destinée aux chercheurs (professeurs et étudiants), son mandat est de s'intéresser aux organisations de l'économie sociale (coopératives et associations) et de traiter de leur spécificité. Revue destinée aux praticiens, son but est de promouvoir le développement de ces organisations et entreprises dans les situations qui apparaissent les plus appropriées.

Financement

Cotisation des membres

2.1.3. *Manitoba research Alliance on Community Economic Development in the New Economy*

Manitoba Office
Suite 309-323 Portage Ave
Winnipeg, MB,
R3B 2C1

Téléphone : (204) 927-3200

Télécopieur : (204) 927-3201

Courrier électronique : ccpamb@policyalternatives.ca

Site Internet : <http://www.brandonu.ca/organizations/RDI/MRA.html>

L'alliance regroupe plus de cinquante chercheurs de trois universités du Manitoba (U. of Manitoba, U. of Brandon et U. of Winnipeg), de chercheurs engagés dans le développement des communautés du Manitoba et de spécialistes du gouvernement en création de politiques, le tout sous le leadership du Canadian Centre for Policy Alternatives. Le projet a comme finalité d'examiner comment les communautés peuvent surmonter les obstacles et partager les bénéfices engendrés par la nouvelle économie.

Thématiques retenues

- Impacts de la nouvelle économie sur les communautés rurales, urbaines et nordiques désavantagées du Manitoba
- Les pratiques de développement économique communautaire et leur capacité à répondre aux dislocations provoquées par la nouvelle économie
- Les programmes gouvernementaux reliés à la nouvelle économie qui sont destinés aux communautés exclues
- La théorie économique et socio-économique du développement économique communautaire et son adaptation à la nouvelle économie
- Les politiques et le développement communautaire durable dans la nouvelle économie

Publications

Quarante-deux rapports de recherche seront publiés. Les recherches qui apparaîtront dans ces rapports sont présentement en cours. Les résumés seront disponibles à la fin 2005.

Financement

- Conseil de recherche en sciences humaines - Initiative de la nouvelle économie (CRSH-INÉ)
- Contributions des membres

2.1.4. Chantier de l'économie sociale

Chantier de l'économie sociale
4200 rue Adam
Montréal, Québec
H1V 1S9

Téléphone : 514-899-9916
Sans frais au Canada : 1-888-251-3255
Télécopieur : 514-899-0114
Courrier électronique : ecosoci@chantier.qc.ca
Site Internet : <http://www.chantier.qc.ca/>

Le Chantier de l'économie sociale est devenu, lors de son assemblée générale de fondation, en avril 1999, une corporation autonome à but non lucratif. L'équipe du Chantier compte une douzaine d'employés dont une certaine partie est affectée à la recherche.

La principale mission du Chantier de l'économie sociale est de promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socio-économique du Québec et ce faisant, de faire reconnaître le caractère pluriel de notre économie. Le Chantier travaille ainsi à favoriser et à soutenir l'émergence, le développement et la consolidation d'entreprises et d'organismes d'économie sociale dans un ensemble de secteurs de l'économie. Ces entreprises collectives apportent une réponse originale aux besoins de leur communauté et créent des emplois durables. Le Chantier est une organisation parapluie représentant les différents acteurs en économie sociale.

Les mandats du Chantier de l'économie sociale sont :

- La promotion
- La représentation sur le plan national et international
- Le soutien à la consolidation, à l'expérimentation et au développement de nouveaux créneaux et projets
- La concertation des divers acteurs de l'économie sociale

Thématiques retenues

Divers thèmes relatifs à l'économie sociale sont explorés au travers des publications du Chantier. On y retrouve à la fois des recherches théoriques, des mémoires déposés aux gouvernements et des études de cas. De plus, beaucoup de réflexions sur le rôle et l'évolution de l'économie sociale au Québec sont présentes dans les recherches du Chantier. Voici quelques thèmes spécifiques ou connexes à l'économie sociale qui sont également explorés au chantier :

- Femmes
- Jeunes
- Enfants
- Économie solidaire internationale
- Développement local
- Action communautaire
- Loisirs
- Environnement
- Culture

Publications

La recherche n'est pas l'activité première du Chantier, sauf que ce secteur reste très prolifique pour cet organisme. En effet, Le Chantier possède différents types de publication dont, à la fin de 2004 :

- Vingt-deux bulletins de nouvelles
- Sept mémoires
- Vingt-trois cahiers de recherche
- Cinq rapports de conférence
- Seize communiqués de presse
- Quatre publications dans la section « autres publications »

Sources de financement

La recherche au Chantier de l'économie sociale est subventionnée principalement par les différents organismes suivants :

- Ministère du développement économique régional et de la recherche (MDERR)
- Développement économique Canada (DEC)
- Ministère de la famille et de la petite enfance du Québec
- Fondation Mc Connell
- Ministère des finances du Québec

- Emploi-Québec

2.2. Associations partenariales

2.2.1. Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC)

Comité sectoriel de main-d'œuvre
Économie sociale et action communautaire
4200, rue Adam
Montréal (Québec)
H1V 1S9

Téléphone : (514) 259-7714
Télécopieur : (514) 259-7189
Courrier électronique : info@csmoesac.qc.ca
Site Internet : <http://www.csmoesac.qc.ca/>

Créé en 1997, le Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC) a pour mission de favoriser et de consolider la concertation et le partenariat afin de résoudre les problèmes de main-d'œuvre du secteur. Il vise à assurer une connaissance approfondie du marché du travail et l'élaboration de stratégies d'action et de formation continue en économie sociale et en action communautaire.

Organisme à but non lucratif, le CSMO Économie sociale et action communautaire a été constitué en prenant en compte les spécificités du secteur : la diversité de sa main-d'œuvre et de ses activités, la nature collective des entreprises et des organismes, son enracinement dans l'ensemble des régions du Québec. De plus, le CSMO-ÉSAC accorde une importance particulière au caractère distinctif de l'économie sociale et de l'action communautaire : les valeurs qui l'animent, soit la gestion démocratique, la primauté des personnes et du travail sur le capital, l'équité, la solidarité et le développement durable des collectivités.

Thématiques retenues

- Action communautaire
- Coopérative de travail
- Économie sociale
- Outils pédagogiques
- Études régionales

Publications

La recherche n'est qu'un des volets du CSMO-ÉSAC. Le cahier d'information, *L'économie sociale en mouvement*, co-édité avec le RISQ et le Chantier de l'économie sociale, est publié de façon bimensuelle. Ce cahier vise à faire connaître plus largement les réalisations des acteurs de l'économie sociale ainsi que les défis et les enjeux qui les concernent. Pour chaque sujet traité, une attention particulière est apportée à la main-d'oeuvre. Chaque cahier porte sur une

thématique particulière. Un peu plus d'une dizaine d'autres publications sont affichées sur le site Internet.

Sources de financement

Emploi-Québec

2.3. Regroupements

2.3.1. Conseil Canadien de la Coopération (CCC)

Conseil Canadien de la Coopération (CCC)
 450, rue Rideau
 Bureau 201
 Ottawa, Ontario
 K1N 5Z4

Téléphone : (613) 789-5492
 Télécopieur : (613) 789-0743
 Courrier électronique : info@ccc.coop
 Site Internet : <http://www.ccc.coop>

Fondé en 1946, le Conseil Canadien de la Coopération est une organisation nationale qui regroupe aujourd'hui huit conseils provinciaux de la coopération, représentant plus de 8 millions de coopératrices et de coopérateurs francophones dans plus de 3 402 coopératives, dont les actifs consolidés atteignaient près de 100 milliards de dollars au 31 décembre 2003. Le CCC compte cinq employés.

Le CCC a pour mission de promouvoir la coopération, par son rôle de porte-parole agissant du mouvement coopératif francophone au Canada, en vue du développement socio-économique des communautés francophones. Pour réaliser sa mission, le CCC fait la promotion de l'idéologie et de la formule coopérative auprès des gouvernements, d'autres regroupements nationaux et de la population en général, en y travaillant de concert avec ses membres.

Thématiques retenues

Idéalement, les publications du CCC touchent à tout ce qui concerne les coopératives canadiennes francophones. Toutefois, vu leurs moyens restreints, seulement certains thèmes spécifiques ont été explorés tels que ceux des coopératives en milieu autochtone et des perceptions de la coopération chez la population canadienne.

Publications

Les publications comptent deux rapports de recherche, un mémoire déposé au gouvernement fédéral, un bulletin de nouvelles publié une dizaine de fois, et des rapport des congrès annuels.

Sources de financement

- Cotisations des membres

- Ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire Canada
- Fonds canadien d'adaptation et de développement rural
- Initiative canadienne des collectivités rurales agricoles (ICCRA)
- Ministère du patrimoine canadien
- Développement des ressources humaines canadiennes

2.3.2. Conseil de la coopération du Québec (CCQ)

Conseil de la coopération du Québec (CCQ)
5159, boulevard de la Rive Sud, bureau 204
Lévis (Québec)
G6V 4Z5

Téléphone : (418) 835-3710
Télécopieur : (418) 835-6322
Courrier électronique : info@coopquebec.coop
Site Internet : <http://www.coopquebec.coop/contact/>

Le Conseil de la coopération du Québec a pour mission de participer au développement social et économique du Québec en favorisant le plein épanouissement du mouvement coopératif québécois et ce, en accord avec les principes et les valeurs de Alliance coopérative internationale. Pour réaliser cette mission, il :

- organise la concertation entre les secteurs coopératifs et avec leurs partenaires ;
- effectue la représentation et défend les intérêts de l'ensemble du mouvement coopératif québécois ;
- favorise le développement coopératif afin de multiplier les effets bénéfiques de la coopération pour ses membres et pour la population.

Pour remplir efficacement sa mission, les responsabilités qu'il exerce sont regroupées autour de trois axes ou rôles principaux :

- la concertation
- la représentation
- le développement

Thématiques retenues

Les thématiques étudiées concernent de manière générale les pratiques coopératives. Mais parmi celles-ci on retrouve plus précisément les thèmes suivants :

- Santé
- Conciliation travail-famille
- Droit associatif

Publications

Le conseil de la coopération du Québec produit trois types de publications :

- Mémoires
- Articles
- Courrier du lecteur

Sources de financement

- Mouvement Desjardins
- Cotisations des membres
- Conseil canadien de la coopération (CCC)
- Secrétariat aux coopératives du Canada
- Ministère du développement régional et de la recherche du Québec (MDERR)
- Investissement Québec

2.3.3. *Canadian Co-operative Association*

275 Bank Street
Suite 400
Ottawa, Ontario
K2P 2L6

Téléphone : (613) 238-6711,
Sans frais au Canada : 1-866-266-7677
Télécopieur : (613) 567-0658
Courrier électronique : info@coopscanada.coop
Site Internet : www.coopscanada.coop

Le CCA est un organisme, né à la fin des années 1970, qui représente un grand nombre de coopératives et de fédérations de coopératives canadiennes auprès de diverses instances et qui assure la promotion de leur développement. Ses membres comptent plusieurs fédérations de coopératives de secteurs divers (finances, assurances, agro-alimentaire, vente en gros et au détail, habitation, santé et services). Leur mission est d'offrir leur leadership afin de promouvoir, d'unir et de développer les coopératives et sociétés de crédit mutuelles. Ils ont aussi un volet de coopération internationale et ont participé à des projets dans plus de quarante pays. Le CCA compte plusieurs dizaines d'employés. Toutefois, la recherche n'étant qu'une activité secondaire pour eux, les employés affectés à cette activité sont peu nombreux.

Thématiques retenues

- Développement coopératif
- Entrepreneurship coopératif
- Coopération et vie communautaire
- Enjeux et perspectives d'avenir pour les coopératives
- La gestion financière dans les entreprises coopératives

Publications

Le CCA publie plusieurs types de documents dont quelques bulletins de nouvelles différents. Toutefois, il faut préciser que l'organisation n'a pas pour but principal la recherche et que les publications ne sont pas à la hauteur de la taille de l'organisme qui compte plus de trente salariés. Sinon, l'association a publié six rapports de recherche et une dizaine de cahiers de recherche. Voici les différents bulletins de nouvelles :

- Co-operative News Briefs
- *InterSector*
- *International Development Digest*
- *GAP Update*
- *Governance Matters*
- *Concern for Community*

Sources de financement

- Fonds canadien d'adaptation et de développement rural (FCADR)
- Les cotisations des coopératives membres

3. ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

3.1. Secrétariat aux coopératives du Canada

1341 Baseline Road
Tour 7, 6^e étage
Ottawa, Ontario
K1A 0C5

Téléphone : 1-888-781-2222 ou (613) 759-7193
Télécopieur : (613) 759-7489
Courrier électronique : coops@agr.gc.ca
Site Internet : http://www.agr.gc.ca/policy/coop/home_f.phtml

Le Secrétariat aux coopératives a été créé en 1987 en vue d'aider le gouvernement fédéral à répondre plus efficacement aux préoccupations et aux besoins des coopératives. Le Secrétariat a pour mandat de conseiller le gouvernement sur les politiques qui influent sur les coopératives, de coordonner la mise en application de ces politiques et de promouvoir les coopératives au sein de l'administration fédérale. Il sert également de point de liaison entre les coopératives et les nombreux organismes fédéraux avec lesquels elles traitent.

Thématiques retenues

De nombreux thèmes généraux à propos des coopératives sont couverts par les publications du Secrétariat. Comme il est un organe du gouvernement fédéral et que sa mission concerne tout ce qui se rapporte aux coopératives au Canada, il va de soi que les thèmes traités par les publications sont très généraux et cherchent à être utiles à un grand nombre de coopératives à la fois.

Voici quelques thèmes généraux traités au secrétariat :

- Les coopératives au Canada
- Les coopératives chez les autochtones
- Les coopératives agricoles
- Les coopératives pour les soins de santé

Publications

Diverses instances du Secrétariat produisent des publications. Toutefois, seulement certaines prennent un caractère davantage scientifique. Toutes les publications sont disponibles à la fois en français et en anglais.

Voici les différentes catégories de publications produites

- Publications générales
- Rapports du comité consultatif
- Publications relatives au gouvernement fédéral
- Rapports de recherche

- Rapports annuels (Les cinquante plus importantes coopératives au Canada, Les coopératives au Canada [publié aussi en espagnol])

Sources de financement

Gouvernement fédéral canadien

3.2. Direction des coopératives - Ministère du développement économique et régional et de la recherche du Québec

710, place D'Youville, 7^e étage
Québec (Québec)
G1R 4Y4

Téléphone : (418) 691-5978

Télécopieur. : (418) 646-6145

Site Internet : <http://www.mderr.gouv.qc.ca/mderr/web/portail/entreprises/nav/cooperatives.html>

Chargée d'administrer la Loi sur les coopératives, la Direction des coopératives a pour mission de favoriser l'émergence et la croissance des coopératives. Elle contribue au développement des différents secteurs de l'activité coopérative et de l'économie sociale par un suivi et un soutien appropriés. Parallèlement, elle régit la constitution, le fonctionnement et la liquidation des coopératives.

Thématiques retenues

- Coopératives agricoles
- Coopératives de crédit
- Coopératives en général
- Économie sociale

Publications

Les publications de la direction des coopératives sont surtout pratiques et servent à aider les coopératives dans leur cheminement, que ce soit pour leur création, leur fermeture ou leur développement :

- Statistiques
- Le taux de survie des coopératives
- Guide de création des coopératives

Sources de financement

- Gouvernement provincial du Québec.
- Ministère du développement économique, régional et de la recherche (MDERR)